

Message adressé au Sommet mondial sur la société de l'information

Les 300 participants au second Forum mondial des médias électroniques se sont réunis à Tunis les 15 et 16 novembre 2005 pour débattre du rôle des radiodiffuseurs en vue de réduire la fracture créée par le numérique. Ils se sont engagés à contribuer à la création d'une société de l'information ouverte et participative. A cette fin, ils appellent les chefs d'Etat et de gouvernement qui assistent au Sommet mondial sur la société de l'information à :

1. développer la société de l'information dans un esprit de liberté d'expression, de pluralisme, de diversité culturelle et de service public, tels qu'ils sont définis dans la Déclaration de 2003 des radiodiffuseurs.
2. garantir l'accès libre et ouvert aux radios, télévisions et nouveaux services non linéaires, indépendants sur le plan rédactionnel dans le monde entier, par le biais d'une législation et de dispositions de financement appropriées.
3. soutenir le développement de technologies et de logiciels pour la production de contenus de qualité à bas coût pour les médias, tournés vers les besoins des populations locales.
4. permettre aux radiodiffuseurs de restructurer leur personnel et de lui offrir des recyclages de formation afin d'optimiser le « dividende numérique » que représentent les nouvelles technologies pour la production et la transmission.
5. fournir un support pour aux actions d'urgence pour préserver le patrimoine audiovisuel mondial, ouvrir aux générations futures l'accès à ces archives, et établir un groupe ad hoc international sur les archives intégrant les unions de radiodiffuseurs, l'UNESCO, les organisations spécialisées ainsi que des agences financières.
6. affirmer le rôle vital joué par les médias en tant que communicateurs d'informations et promoteurs d'échanges et de dialogues entre les diverses cultures et par les radiodiffuseurs de service public, en particulier dans leur mission d'innovations techniques et dans le domaine des programmes.
7. développer les différentes formes de médias locaux et notamment les radios communautaires associatives, afin d'améliorer le dialogue et la participation démocratique, en particulier dans les zones rurales dotées d'infrastructures insuffisantes.
8. encourager le transfert des compétences et des technologies en matière de production, de gestion de contenus, et de transmission numérique par le biais d'une coopération régionale et internationale incluant le WBU.
9. développer la collaboration avec les radiodiffuseurs en abordant les problèmes de développement et de l'humanitaire à l'échelon mondial, dans le cadre des objectifs du programme de développement du millénaire des Nations Unies.
10. promouvoir devant le Conseil de sécurité de l'ONU une initiative destinée à améliorer la sécurité et l'intégrité physique des journalistes, des collaborateurs et associés des médias se trouvant dans des situations marquées par un conflit armé, et soutenir les actions déjà engagées telles que la formation des journalistes exposés à des risques en raison de leur travail.

Les radiodiffuseurs présents au WEMF demandent à être reconnus par le SMSI en tant que partenaires à part entière pour créer une société de l'information véritablement mondiale – notamment en tant que participants au Forum de la gouvernance de l'Internet.